

Des autochtones restent mobilisés au Brésil suite à des procès sur des terres ancestrales



Brasília, 30 août (RHC) Des Indigènes qui campent à Brasília depuis le 22 août ont décidé de rester mobilisés en attendant le verdict historique du Tribunal Fédéral Suprême (STF) sur la démarcation des terres ancestrales au Brésil.

Le groupe indigène, qui fait partie de l'organisation « Lutte pour la Vie » occupe une zone du complexe culturel Funarte entre la Tour de Télévision et le Centre de Conventions, dans le centre de Brasília.

L'audience du STF, prévue pour le 26 août, a été reportée au 1 septembre.

Vendredi, les aborigènes ont marché sur l'Esplanade des Ministères jusqu'à la Place des Trois Pouvoirs et ont mis le feu à un cercueil devant le Palais du Planalto (siège du pouvoir exécutif).

La Cour suprême décidera si les communautés traditionnelles n'ont que des droits fonciers avant la promulgation de la Constitution fédérale en 1988.

Ce cadre temporaire a été créé par une décision du Tribunal régional fédéral de la quatrième région (TRF-4) qui, en 2013, a accordé à l'Institut de l'environnement de l'État de Santa Catarina du Sud la récupération d'une zone de la réserve biologique de Sassafri, où se trouve également la terre originaire d'Ibirama-La Klãnõ.

La réserve est occupée par les villages Xokleng, guarani et Kaingang. La détermination du TRF-4 a été contestée au STF par la Fondation nationale de l'Indien.

L'Institut indique que la thèse du cadre temporel est utilisée par le Gouvernement fédéral pour éviter de nouvelles démarcations de terres autochtones.

Il dénonce que 63 % des terres occupées par des communautés autochtones peuvent être expropriées si le Tribunal Suprême valide le délai.

Un échec de la Haute Cour signifierait un recul pour les droits des peuples originaires.

Le président Jair Bolsonaro défend ce cadre temporel en alléguant que très peu d'autochtones vivent sur de nombreuses terres, ce qui bloque l'expansion agricole.

La détermination du STF, qui pourrait avoir besoin de plus d'une audience, créera un précédent légal au moment où l'ancien militaire président et l'agrobusiness poussent des changements législatifs sur les terres protégées.

Dans une lettre envoyée en octobre 2020 au Suprême, l'Articulation des peuples autochtones du Sud a affirmé que nous sommes dans ce pays, bien avant la Constitution de l'État brésilien.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/268540-des-autochtones-restant-mobilises-au-bresil-suite-a-des-proces-sur-des-terres-ancestrales>



Radio Habana Cuba